

Clin d'œil : Denis Bugnard, une vie au service d'humains en situation précaire



Comme Astérix tombé tout jeune dans la marmite de potion magique, Denis Bugnard, né à Genève en 1948, entraîné par ses lectures, est tombé très tôt dans la marmite fascinante de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, domaines qu'il n'a jamais plus quittés et qui continuent à le fasciner. Notre conversation l'amène tout de suite à préciser cette différence importante entre ces deux domaines trop souvent confondus. L'aide humanitaire ponctuelle, ciblée sur des objectifs à court terme, est souvent motivée par des événements malheureux inattendus (tremblement de terre, sécheresses, inondations) tandis que l'aide au développement est axée sur des objectifs stratégiques tendant à modifier des structures ou même des comportements.

Ses résultats ne peuvent donc être jugés qu'à long terme.

Après une formation d'ingénieur en électricité dans sa ville natale, il accepte - après deux ans dans l'industrie - une mission de volontaire au développement à Madagascar où il passera en tout dix ans en tant qu'enseignant technique. C'est par le biais de cette fonction qu'il entre pleinement au service de la DDC, Direction du Développement et de la Coopération, l'institution fédérale bien connue qui constitue une des directions du département des Affaires étrangères. Sous cette bannière il passera 4 ans au Mali, 3 ans au Niger, dix ans à la centrale à Berne, puis en job-sharing avec sa femme Käthy Schneitter, 5 ans au Népal et 4 ans au Pakistan, faisant ainsi la connaissance avec deux grands continents, deux mentalités assez fondamentalement différentes.

Mais les problèmes communs sont nombreux par exemple une forte natalité, un manque de perspectives pour la jeunesse, une ignorance crasse de la valeur et du potentiel des femmes, des systèmes d'éducation déficients, des oligarques plus prompts à soigner leurs intérêts personnels que ceux de leurs peuples. D'après ses observations, les Asiatiques acceptent la compétition interindividuelle, aspirent à changer leur environnement, ont souvent une grande soif d'apprendre. Les Africains centrent leurs activités



plus sur une vie commune harmonieuse, mais ils continuent à souffrir soit de la gérontocratie, soit encore des suites de la colonisation, notamment française, qui les a habitués à attendre toute initiative venant de l'ex- « Métropole » - Paris - indétournable même de nos jours. Restent naturellement d'autres faiblesses communes comme l'analphabétisme et les carences de l'éducation et de la formation, même pratique, qui réduisent la capacité de jugement et de réaction face aux élites corrompues et aux exploitants étrangers. Ceux-ci sont les colonisateurs traditionnels ou leur équivalent actuel chinois qui se « payent » en matières premières, ou de grandes firmes internationales centrées sur leur profit à court terme auxquelles notre pays accorde en grand nombre et de manière trop peu critique des niches fiscalement favorables.

Aussi bien dans les situations d'aide humanitaire immédiate que dans celles du développement à long terme, l'agent sur place est en constante tractation avec les visions et directives de la centrale suisse, indirectement aussi en porte à faux avec les injonctions et pressions des politiques. Comment ne pas avoir presque honte de devoir remettre à des habitants d'une zone subtropicale dévastée des boîtes de fromage fondu et des

couvertures de notre armée au lieu de fournir de l'argent pour acheter sacs de riz et semences pour créer les bases de la prochaine récolte ? Comment faire comprendre que, même si une nouvelle école est très photogénique et adaptée au marketing de l'aide, le financement de l'activité d'enseignants pendant quelques années aurait bien plus d'effets positifs et durables que le luxe de bâtiments restant à moitié vides ? Comment concilier les objectifs déclarés prioritaires de « Swissness », d'aide basée sur des produits et des firmes suisses, avec l'objectif de favoriser le développement local, c'est-à-dire la prise en compte des compétences propres au pays et des produits locaux meilleur marché et qui donnent un emploi à ceux qui n'en ont déjà que trop peu ?



Dans sa forme actuelle, la coopération seule ne résoudra pas les problèmes du « tiers-monde » même si elle parvient à soulager certains problèmes sectoriels. Elle ne résoudra pas non plus les problèmes de migrations, me fait comprendre Denis. À son avis, rien ne peut remplacer la prise de conscience qui n'est possible que si l'éducation des enfants leur permet de développer l'esprit critique. Ceci leur permettra de contrer et corriger les actions néfastes d'origine extérieure ou intérieure aux pays concernés, puis de prendre des initiatives personnelles, souvent pour autant qu'une aide ciblée couvre pendant un certain temps les risques entrepreneuriaux. C'est pourquoi il y a lieu de se réjouir des manifestations pour le

climat qui en sont chez nous l'expression de cet esprit critique. C'est pourquoi il ne faut pas trop craindre les effets de l'accès aux informations par les portables qui se répand dans les pays les plus pauvres. Une information même biaisée est encore meilleure que pas d'information du tout.

Quel bilan tirer après une telle existence ? Le sentiment gratifiant d'avoir fait bouger au moins de petites choses, l'énorme satisfaction d'avoir eu des contacts profonds avec une foule de personnes très différentes et d'avoir pu leur montrer qu'elles peuvent aussi être traitées en égaux. Que ferais-tu si tu pouvais retourner à l'âge de tes vingt ans ? Je recommencerais sans hésiter une seconde, répond-il avec un grand sourire qui efface le moindre doute.

Jean-Pierre Barras

*« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire »
(Albert Einstein)*